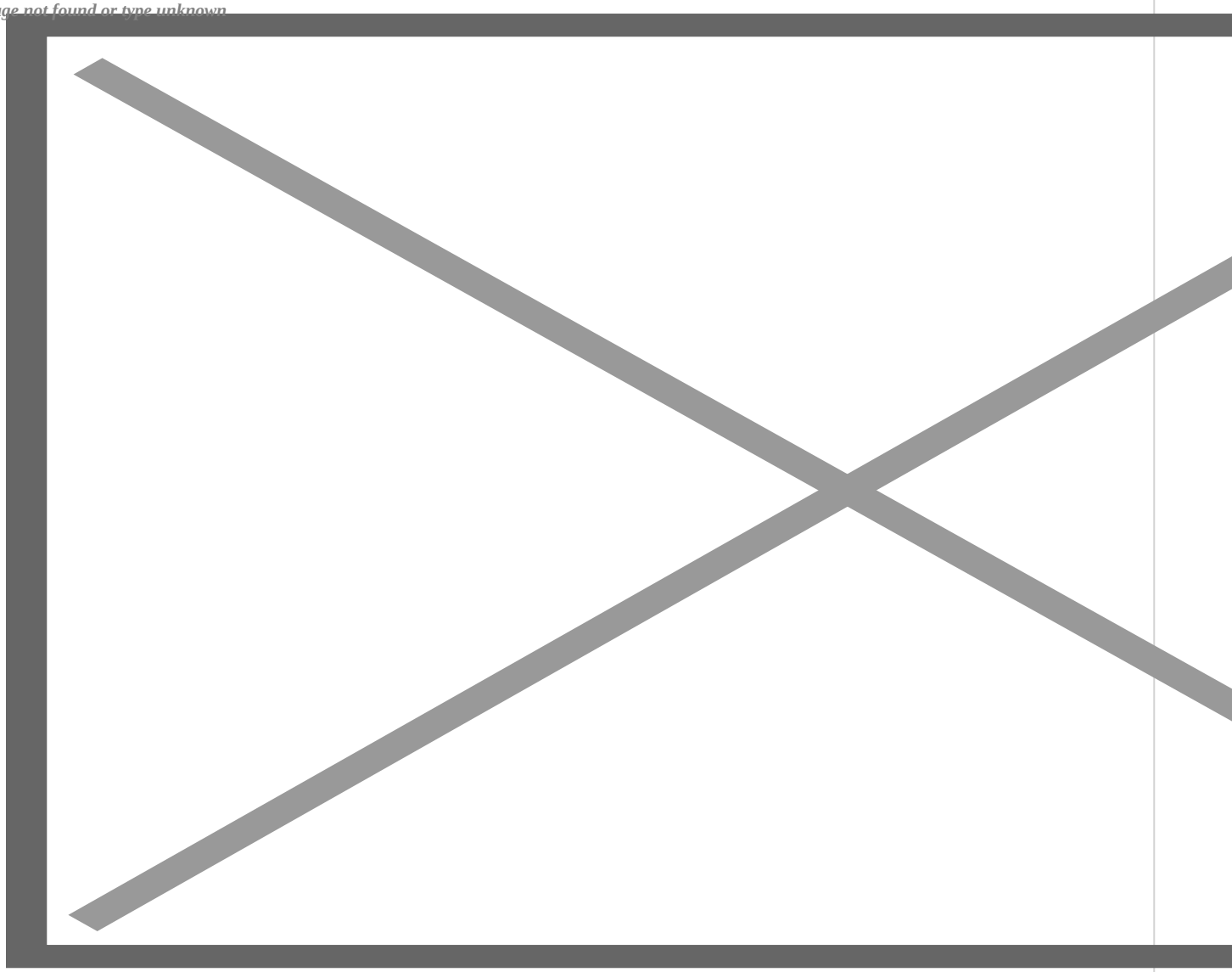
AMLO déclare que les États-Unis « ne sont pas du genre à envoyer des lettres de bonne conduite ».

Image not found or type unknown



Le président mexicain Andrés Manuel López Obrador. - Sputnik World, 1920, 25.04.2024 Photo : avec l'aimable autorisation du gouvernement mexicain

Mexico, 25 avril (RHC) Le président mexicain Andrés Manuel López Obrador a une nouvelle fois critiqué les États-Unis, en particulier le département d'État, pour leur ingérence dans les affaires de la nation latino-américaine. Il a indiqué que l'entité « ment », mais a appelé à « ne pas s'en préoccuper ».

« Les membres du département d'État parlent de la situation des droits de l'homme au Mexique comme étant grise. La seule chose à faire est de leur demander [à l'agence] de revoir leurs recommandations parce qu'elles violent la souveraineté du peuple. Ils ne sont personne pour délivrer des lettres de bonne conduite à des pays et à des peuples indépendants et souverains", a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse.

Le président mexicain a ajouté que, bien que ces actions soient menées depuis des décennies, elles devraient être éliminées. Ils disent « nous le faisons depuis 1977 », mais il faut s'en débarrasser ! C'est obsolète", a-t-il déclaré.

Par ailleurs, le chef d'État mexicain a souligné que Washington n'aide pas les nations et que, lorsqu'il le fait, c'est dans le domaine militaire.

« Comment nous ont-ils aidés ? Ils ne nous ont pas donné et nous n'avons pas demandé un seul dollar ; je ne pense pas qu'ils aient aidé d'autres peuples. L'argent n'est utilisé qu'à des fins militaires, mais pas à des fins humanitaires. Nous avons insisté pour qu'ils allouent des ressources aux populations pauvres d'Amérique latine et des Caraïbes pour faire face au phénomène migratoire, parce qu'ils ne partent pas par plaisir, mais par nécessité ; ils n'ont rien approuvé, mais lorsqu'il s'agit d'envoyer de l'argent à Gaza ou en Ukraine, ils se mettent d'accord au Congrès et [accordent] des milliards de dollars", a-t-il accusé.

Plus tard, M. López Obrador a souligné que le département américain, dirigé par Antony Blinken, mentait sur la situation de la sécurité et la protection des droits de l'homme au Mexique.

« Le département d'État ment. De plus, ils disent que nous avons lancé une campagne pour interroger la présidente de la Cour suprême de justice de la nation (SCJN), Norma Piña (...). Il n'y a pas lieu de s'inquiéter, il ne se passe rien", a-t-il déclaré.

Plus tard, le président mexicain a réaffirmé que les États-Unis ne pouvaient pas être le juge du monde, car c'est le pays qui vend le plus d'armes dans le monde.

« Il s'agit d'armes de destruction qui entraînent la perte de vies humaines, de personnes innocentes. Il faut avoir du culot, après avoir approuvé cette politique, pour vouloir encore jouer les juges en matière de droits de l'homme. C'est très grave", a-t-il déclaré.

Le 22 avril 2024, le département d'État américain a publié son rapport annuel sur les droits de l'homme, dans lequel il affirme que le pays latino-américain a ralenti les enquêtes et les procès contre des personnes qui auraient commis des homicides, des enlèvements ou des extorsions.

Le lendemain, le président mexicain a répondu à Washington, exigeant que la nation nord-américaine respecte la souveraineté du territoire mexicain.

En réponse, le porte-parole adjoint du département d'État, Vedant Patel, a déclaré que le rapport ne constituait pas une violation du droit international.

Par ailleurs, M. López Obrador entretient des relations tendues avec le pouvoir judiciaire mexicain sur un certain nombre de questions, notamment les critiques formulées par les ministres de cet organe, ainsi que le rejet des projets phares de son administration, tels que la loi fédérale sur l'industrie de l'électricité.

(Source Telesur)

---

https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/353156-amlo-declare-que-les-etats-unis-ne-sont-pas-du-genre-a-envoyer-des-lettres-de-bonne-conduite

Radio Habana Cuba